



Département du Rhône  
Arrondissement de Lyon  
Grand Lyon La Métropole

VILLE DE SOLAIZE  
47, place de la Mairie  
69360 Solaize  
Tél : 04 78 02 94 16

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**Acquisition et maintenance de photocopieurs pour la  
Commune de Solaize**

N° du marché 2022FPS1

# Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales .....	3
1.1. Objet.....	3
1.2. Décomposition du marché .....	3
1.3. Représentation des parties .....	3
1.4. Réalisation de livraisons complémentaires.....	3
1.5. Sous-traitance .....	3
2. Pièces contractuelles .....	3
3. Durée et délais d'exécution .....	4
3.1. Durée du marché.....	4
3.2. Délais d'exécution .....	4
4. Prix .....	4
4.1. Caractéristiques des prix .....	4
4.2. Forme et variation des prix .....	5
5. Clauses de financement et de sûreté .....	5
5.1. Avance .....	5
5.2. Retenue de garantie.....	5
6. Règlement des comptes .....	6
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	6
6.2. Modalités de règlement.....	7
7. Pénalités et primes .....	7
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations .....	7
8. Modalités d'exécution du marché .....	9
8.1. Conditions d'exécution des prestations.....	9
8.2. Documents à fournir après exécution.....	8
9. Constatation de l'exécution des prestations .....	8
9.1. Opérations de vérification.....	8
9.2. Décision après vérification .....	8
10. Garantie des prestations.....	9
11. Assurances .....	9
12. Clauses de réexamen .....	9
13. Résiliation.....	10
14. Différends et litiges.....	10
15. Dérogations au CCAG applicable .....	10

## 1. Objet du marché, dispositions générales

### 1.1. Objet

Le présent marché, régi par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet :  
Acquisition et maintenance de photocopieurs multifonctions pour la Commune de Solaize.  
Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

### 1.2. Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.3. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

### 1.4. Réalisation de livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au fournisseur, en application de l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de livraisons complémentaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché sauf cas dûment justifié.

### 1.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance de tout ou partie des services du marché, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

## 2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Cadre de réponse technique
- Le mémoire technique du titulaire

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG FCS.

### 3. Durée et délais d'exécution

#### 3.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 4 an(s) à compter de la date de notification.

Il pourra être reconduit 1 fois pour un an supplémentaire uniquement pour les prestations de maintenance.

La durée totale du marché, toutes périodes confondues, sera au maximum de 5 an(s).

La reconduction sera tacite, selon les modalités suivantes :

#### 3.2. Délais d'exécution

Les délais de livraison et d'installation des matériels sont les suivants :

- ♦ A la notification du marché, le titulaire prendra contact avec le pouvoir adjudicateur afin d'établir un planning détaillé d'interventions relatif à l'exécution des prestations (livraison et mise en service des matériels neufs).
- ♦ La période de déploiement des photocopieurs est attendue en une phase.

Toutes les machines devront être livrées et opérationnelles au plus tard le 15 avril 2022.

Le candidat aura pris en compte, dans son offre toutes les contraintes liées aux locaux, à leur accès et aux horaires d'ouverture.

La maintenance démarre à compter de la validation de la mise en ordre de marche des matériels neufs matérialisée par la signature d'un procès verbal de bon fonctionnement signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché.

### 4. Prix

#### 4.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires détaillés au bordereau des prix unitaires.

Les prix seront déterminés par application des prix unitaires aux quantités réellement consommées.

## 4.2. Forme et variation des prix

Les prix des fournitures et de la maintenance associée rémunèrent l'entreprise pour l'exécution des prestations de maintenance et de service pour les deux premières années.

Pour chacune des périodes contractuelles suivantes, les prix du marché sont mis à jour par application des formules de variation ci-après : les nouveaux prix ainsi calculés restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période contractuelle de 12 mois.

$$P'2 = P2 [0.15 + 0.60 (ICHT - IME') / (ICHT - IME) + 0.25 (FSD2' / FSD2)]$$

Dans laquelle :

P'2 = redevance révisée

P2 = redevance figurant dans l'acte d'engagement

ICHT - IME' = indice Insee coût main d'œuvre, au mois zéro, valeur connue à la date de remise des offres

FSD2 = indice des frais et services divers 2, publié au BOCCRF, valeur connue à la date de remise des offres

FSD2' = indice des frais et services divers 2, publié au BOCCRF, valeur connue à la date de révision des prix

### **Clause butoir :**

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix sera, dans tous les cas, limitée à une augmentation de 3 % maximum l'an.

Le titulaire du marché aura également la possibilité de fixer ses prix, sans augmentation, pour la durée totale du marché, soit 4 ans.

Le candidat devra donc préciser dans le cadre de réponse du présent marché s'il répond en prix de maintenance fixe sur la durée du marché ou soumis à variation selon les règles évoquées ci-dessus.

**Clause de sauvegarde :** L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3 %.

## 5. Clauses de financement et de sûreté

### 5.1. Avance

Aucune avance ne sera versée pour ce marché.

### 5.2. Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6. Règlement des comptes

### 6.1. Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

Les factures sont envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO mis à disposition par l'État à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour information, le numéro SIRET nécessaire à l'utilisation de CHORUS PRO est :  
SOLAIZE : SIRET n° 21690296500013.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

### 6.2. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7. Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

### 7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

➤ Non respect des délais de livraison et mise en ordre de marche :

Le titulaire s'expose à des pénalités de retard correspondant à 50 € HT par jour ouvrable, par machine :

- pour tout délai de livraison supérieur à 15 jours à la date maximale de livraison demandée soit le 30 avril 2022 pour les matériels neufs.  
Ces pénalités ne seront pas appliquées si le fournisseur propose une alternative avec des machines de prêt gratuit (occasion ou reconditionnées) équivalentes à celles commandées le temps du réapprovisionnement.
- pour tout délai de mise en ordre de marche supérieur 5 jours à partir de la date de réception des matériels, le bon de livraison daté, signé et tamponné par la mairie faisant foi.

➤ Non respect des délais de dépannage :

Si le délai de dépannage mentionné dans le CCTP, soit **06 heures maximum et 04 heures en cas de panne bloquante (impossibilité de faire une copie et / ou une impression) sur les modèles C et D**, à partir du signalement par la mairie de SOLAIZE n'est pas respecté, la collectivité pourra appliquer une pénalité de 50 € HT par jour de retard à partir du jour suivant et après constatation contradictoire entre les services de la mairie et le prestataire.

➤ Non respect des délais de remise en service :

Le titulaire s'expose à des pénalités de retard correspondant à 50 € HT par jour ouvrable, par machine et pour tout type de machine en cas de non respect du délai de remise en service. Le délai de remise en service est de 3 jours, à partir du jour suivant et après constatation contradictoire entre les services de la mairie et le prestataire.

➤ Non respect des délais de livraison des consommables :

Toute livraison de consommables effectuée au-delà du délai contractuel de **72 heures maximum** pourra faire l'objet d'application d'une pénalité journalière de retard de 50 € HT, à partir du jour suivant.

## 8. Modalités d'exécution du marché

### 8.1. Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire a en charge l'intégralité du transport, déchargement, installation et mise en ordre de marche de tous les matériels prévus au marché. Il doit également évacuer les déchets qu'il a générés.

L'exécution des prestations devra également tenir compte des jours et horaires d'ouverture de la mairie de SOLAIZE et de ses différents services, lieux de livraison des matériels qui sont mentionnés au CCTP.

Par dérogation au 10.1.4 du CCAG-FCS la maintenance des photocopieurs comprend la fourniture de consommables, sauf le papier et les supports spéciaux, permettant d'assurer la réalisation des copies et le bon fonctionnement des appareils référencés et de leurs accessoires.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des matériels s'effectuent dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport jusqu'au lieu de livraison s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

#### Livraison :

La livraison des matériels a lieu aux sites indiqués dans le CCTP et dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **8.2. Documents à fournir après exécution**

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

## **9. Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1. Opérations de vérification**

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

### **9.2. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par l'acheteur public dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

## **10. Clauses de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

### **Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**



Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

## 11. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

### Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, avant démarrage, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

### Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS :

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## 12.Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Télécopie : 04 87 63 52 50

Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)

Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

## 13.Déroptions au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Solde du marché	11.7
Pénalités et primes	14.1.3
Conditions d'exécution des prestations	10.1.4